

NOTE DE RECHERCHE

L'ÉCOSSE ET LE RÉFÉRENDUM : « TOO CLOSE TO CALL »

PAR STÉPHANE PAQUIN

Professeur à l'ENAP
ET

LOUIS-ALEXANDRE KIROUAC

Coordonnateur de la Chaire de recherche du
Canada en économie politique
internationale et comparée (CRÉPIC)

SEPTEMBRE 2014

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	2
Écosse : perspective historique	2
Revendications autonomistes en Écosse	3
Social-démocratie écossaise	4
Prise du pouvoir du SNP	7
La campagne référendaire	10
Les derniers moments	13
Conclusion	15
Bibliographie	16

INTRODUCTION

Le 18 septembre 2014, les Écossais auront un rendez-vous avec leur histoire. Ces derniers devront répondre, par la voie référendaire, à la question suivante : « L'Écosse doit-elle être un pays indépendant? » (Should Scotland be an independent country?).

Alors qu'historiquement plusieurs sondages donnaient une avance appréciable au camp du NON, les plus récents sondages confirment une remontée importante du camp du OUI. Les deux camps sont pratiquement à égalité après

répartition des indécis.

Cette remontée du OUI tend à conforter la stratégie du gouvernement écossais dirigé par le Scottish National Party (SNP) d'Alex Salmond, parti favorable à l'indépendance de l'Écosse et qui se présente comme un parti social-démocrate.

L'objectif de ce texte est d'exposer l'origine et l'évolution de la question nationale en Écosse avec un accent sur les dernières démarches référendaires.

ÉCOSSE : PERSPECTIVE HISTORIQUE



L'Écosse est une petite nation non souveraine qui est située au nord de la Grande-Bretagne. La capitale de l'Écosse est Édimbourg. Selon le dernier recensement, la population de l'Écosse dépasse légèrement les 5,3 millions d'habitants. Cette population est restée relativement stable depuis 50 ans. L'Écosse ne représente que seulement 8,38% de la population totale de la

Grande-Bretagne.

En 2011, le PIB par habitant en Écosse représentait 42 124\$ US. Parmi les pays de l'OCDE, l'Écosse se classerait au 8e rang derrière l'Autriche, mais avant la Grande-Bretagne qui est 17e rang pour sa richesse par habitant. Le Canada est 12e dans ce classement. Cette situation s'explique largement par les revenus

pétroliers tirés de la mer du Nord. Lorsque l'on exclut ces revenus, l'Écosse passe au 18^e rang entre l'Islande et la France. Les finances publiques de l'Écosse sont globalement dans un meilleur état que celle du gouvernement britannique.

L'histoire de l'Écosse est ancienne. Dès le Moyen Âge, l'Écosse se constitue en royaume et met sur pied des institutions pré-parlementaires. Vers 1560, suivant le mouvement de la réforme protestante, le royaume d'Écosse rompt les liens avec l'Église catholique romaine et, dans une certaine mesure, avec la France. L'Écosse rejette l'autorité du pape et établit une Église qui se plie aux thèses calvinistes.

En 1603, les couronnes d'Écosse et d'Angleterre fusionnent. En 1707, les deux parlements s'unissent pour ne créer qu'un seul royaume de Grande-Bretagne. Les motifs de cette Union de 1707 sont nombreux. Pour les Anglais, l'occasion était bonne de consolider une succession protestante dans les deux pays et de s'assurer de la mise au pas des jacobites favorables à la dynastie Stuart. L'Union permettait également de résister aux tentatives d'alliance entre l'Écosse et la France.

L'identité « britannique » se construit avec le développement de l'Empire et par la guerre non pas en remplacement des identités déjà existantes, mais par-dessus ces dernières. En effet, les nombreuses guerres contre la France de 1707 à 1837, c'est-à-dire contre un ennemi commun, vont servir de ciment identitaire pour les

Écossais, les Gallois et les Anglais. Ils vont ainsi se définir comme protestants se battant contre la première puissance catholique : la France. Les Français vont servir de repoussoir identitaire, ils sont dépeints par les nouveaux Britanniques comme étant superstitieux, militaristes, décadents et non-libres.

Le nationalisme écossais n'est pas séparatiste au XIX^e siècle, il est

Le nationalisme écossais n'est pas séparatiste au XIX^e siècle, il est plutôt culturel et ancré dans la société civile.

plutôt culturel et ancré dans la société civile. Les Écossais étaient également favorables à l'Union, car ils étaient fiers de leurs accomplissements au sein de l'Empire et des avantages de l'Union de 1707 pour leur nation.

Au fur et à mesure du développement de l'État britannique à partir de la fin du XIX^e siècle, les tensions entre le centre et la périphérie vont devenir de plus en plus fortes. Pour diminuer ces tensions entre Londres et Édimbourg, on crée en 1885 le « Scottish Office ». Le Scottish office était un ministère au sein du gouvernement de Grande-Bretagne qui a la responsabilité d'une large gamme d'enjeux qui sont en relation avec l'Écosse. Le gouvernement britannique compte également un ministre de l'Écosse ou « Secretary for Scotland ».

Depuis sa création, le Scottish Office se développe considérablement. Entre 1920 et 1940, cette institution devient le défenseur des intérêts de l'Écosse sous les Conservateurs comme sous

les Libéraux. Le Scottish Office fait pression, à partir de 1926, afin que Westminster augmente les dépenses sociales, qu'il fasse des législations spécifiques pour l'Écosse et qu'il permette à cette dernière de construire un État-providence avec le moins d'interférence possible du gouvernement britannique. Le Scottish Office agit par

la suite comme le défenseur des intérêts de l'Écosse en définissant comment l'État central devait intervenir en Écosse. Cette institution que certains qualifient de semi-État va obtenir une forme de contrôle sur les politiques sociales et publiques, sur les questions d'éducation et de droit. Elle sera abolie avec la dévolution en 1999.

REVENDEICATIONS AUTONOMISTES EN ÉCOSSE

Les revendications pour la création d'un Parlement en Écosse ne datent pas d'hier. Depuis le milieu du XIX^e siècle, de nombreux intellectuels souhaitent que l'Écosse puisse obtenir plus d'autonomie. Lors de la campagne qui va mener à la création du Scottish Office, l'option de créer un parlement écossais était dans l'air, mais marginalement.

Plusieurs figures publiques en Écosse pensaient que l'Écosse était plus radicale que l'Angleterre et que la préférence des Écossais pour les législations sociales

Depuis le milieu du XIX^e siècle, de nombreux intellectuels souhaitent que l'Écosse puisse obtenir plus d'autonomie.

était empêchée par le conservatisme naturel des Anglais. On croyait chez les libéraux que l'Écosse était plus sociale-démocrate et que, pour cette raison, elle devait avoir un statut comparable à celui des Dominions britanniques comme le Canada ou l'Australie. On avançait également que le parlement de Westminster était congestionné par les

problèmes de gestion de l'Empire. En confiant un parlement aux Écossais pour les questions locales, on soutenait que Londres pourrait enfin se concentrer sur l'Empire. Plusieurs projets législatifs vont être mis aux voix dans les années 1920 afin de promouvoir le « Home Rule » écossais. Aucun de ces projets ne sera adopté malgré qu'une majorité de ministres écossais y sont favorables.

L'échec d'un projet d'autonomie pour l'Écosse provoque l'apparition du National Party of Scotland (NPS) en 1928. Le NPS opte rapidement pour

l'indépendance de l'Écosse. En 1934, il se dissout pour créer le Scottish National Party

(SNP) en association avec le Scottish Party, un parti de droite qui favorise le « Home Rule » et non l'indépendance. Ces deux courants, autonomie ou indépendance, vont se faire sentir au sein de ces partis jusqu'à nos jours. Le SNP demeure un parti marginal jusque dans les années 1960.

SOCIAL-DÉMOCRATIE ÉCOSSAISE

A partir des années 1950, des problèmes économiques structurels secouent la Grande-Bretagne. La période de croissance économique de l'après-guerre tire à sa fin ce qui a pour effet de rendre plus criants certains problèmes de l'économie du pays. L'économie écossaise est complètement à plat s'était peu diversifiée depuis la seconde moitié du XIX^e siècle. L'économie britannique

Les conservateurs, sous la direction de Margaret Thatcher, sont farouchement opposés à la création d'une assemblée écossaise et critiquent avec fougue le projet.

suit la tendance occidentale, c'est-à-dire une remise en question de l'État providence de la période de l'après-guerre. L'Écosse subissait un taux de chômage qui était le double de celui de l'Angleterre et était la victime de la désertion de ses travailleurs.

Les Écossais sont plus sociaux-démocrates que les Anglais. Cette ligne de partage attisera les tensions entre Édimbourg et Londres. Les premiers signes de tensions deviennent évidents vers la fin des années 1950 alors que le Parti unioniste commence sa longue descente. Alors qu'en 1955 il obtenait près de la moitié des votes lors de l'élection générale, cet appui descend à près de 24 % en 1987.

Les Écossais sont plus sociaux-démocrates que les Anglais. Cette ligne de partage attisera les tensions entre Édimbourg et Londres.

Les raisons de ce changement sont nombreuses. Premièrement les ouvriers protestants écossais cessent de voter sur des bases religieuses pour rejoindre les rangs du Parti travailliste et par la suite du SNP. La seconde raison est que la classe moyenne écossaise a toujours gardé l'espoir de préserver et même de bonifier les projets d'État providence un peu sur le modèle des pays scandinaves. Cet état de fait explique pourquoi les conservateurs, qui vont épouser les idées néolibérales vers la fin des années

1970, obtiennent de si piètres succès électoraux en Écosse. Les divergences de votes entre l'Écosse et l'Angleterre deviennent de plus en plus évidentes avec la hausse de popularité des conservateurs en Angleterre dans les années 1980.

Le second signe de tension provient des succès électoraux du SNP dès la fin des années 1960. Même si leur succès

lors de l'élection de 1970 est relatif, le retour au pouvoir d'un gouvernement conservateur de 1970-1974 favorise la remontée du SNP en Écosse. Les nationalistes écossais jouent à fond la carte de l'anti-conservatisme. La

hausse de popularité du mouvement indépendantiste n'est pas explicable simplement par la montée de l'indépendantisme en Écosse. En effet, le SNP attire également les votes de protestation contre le parlement britannique.

À la suite de la découverte d'importantes réserves de pétrole au large des côtes écossaises qui, semble-t-il, assurerait la viabilité d'une Écosse indépendante, le SNP tient un discours de plus en plus indépendantiste. Le SNP lance la campagne « It's Scotland's Oil ». On en veut aux Anglais de profiter des revenus du pétrole pour favoriser la croissance économique au Sud du pays et de négliger de grands secteurs de l'économie de l'Écosse. Les sociaux-démocrates se mettent de plus en plus ouvertement à rêver de l'implantation d'un État social démocrate à la norvégienne.

L'option pour la création d'un parlement écossais connaît un certain regain d'intérêt dans les années 1970. Les conservateurs proposent alors la création d'un sénat élu qui s'occuperait des affaires de l'Écosse à Westminster. Pour sa part, le gouvernement travailliste propose, la création d'une commission qui sera mandatée d'étudier la question. La Commission recommande la constitution d'un parlement écossais qui serait appelé à légiférer dans de nombreux domaines.

Le gouvernement travailliste tente de proposer à Westminster l'érection d'un parlement écossais. Les conservateurs, sous la direction de Margaret Thatcher, sont farouchement opposés à la

création d'une assemblée écossaise, critiquent avec fougue le projet. Afin de mettre à terme leur proposition de parlement, les travaillistes vont réduire substantiellement les pouvoirs du nouveau parlement et tiennent un référendum sur le sujet en Écosse.

Le référendum sur la dévolution du 1er mars 1979 obtient une courte majorité de votes favorables avec 51,6% des suffrages. Mais puisque le « OUI » n'avait pas excédé les 40% de l'électorat total, le résultat du référendum sera considéré un échec à cause de la trop faible participation populaire. Peu après référendum, le Parti conservateur de Margaret Thatcher prend le pouvoir le 3 mai 1979 avec une rhétorique clairement unioniste.

Cet échec du référendum est attribuable à la remontée du Parti travailliste qui a renoué avec la sociale démocratie très prisée par les Écossais. La raison qui explique le faible support pour la création d'un parlement est que les travaillistes avaient créé de nouvelles agences dans le cadre constitutionnel existant afin de préserver l'État providence. Une assemblée semblait être superflue dans la structure constitutionnelle du moment en plus de risquer de créer de nouveaux problèmes.

Les politiques très conservatrices de Margaret Thatcher rendent cependant populaire le SNP à partir des années 1980. En remettant en question l'esprit de l'État-providence, de la sociale démocratie et en exaltant l'union elle favorise le retour du nationalisme en Écosse. Les premières politiques

contribuent à dénouer les différents liens qui unissaient les différentes régions de Grande-Bretagne. Avec la vague de privatisation, les assauts contre ces industries étatiques envers les services publics et les syndicats étaient perçus comme une attaque contre l'Écosse même. En s'attaquant aux programmes sociaux plus populaires en Écosse, les conservateurs s'attirent de nombreuses critiques.

Les politiques du gouvernement Thatcher impliquent une réduction importante de fonds publics dans les industries traditionnelles écossaises. Ces industries ne pourront plus bénéficier, de la protection de l'État. La plupart seront victimes de la hausse de la compétition internationale. Ces phénomènes se conjuguent pour faire augmenter le chômage.

De plus, le gouvernement conservateur, sous représenté en députation écossaise, nomme des centralisateurs aux postes clés du gouvernement ce qui provoque des frustrations chez les Écossais. Le Scottish Office qui était, avant l'arrivée de Margaret Thatcher, une institution qui défendait l'intérêt des Écossais à Westminster est utilisé par les conservateurs comme un canal pour imposer les directives de Londres aux Écossais. Ce Scottish Office qui s'est développé partiellement comme l'expression de réseaux complexes d'institutions sociales largement autonomes, devient l'instrument

du gouvernement Thatcher. L'idée d'un parlement écossais autonome gagne des adhérents d'autant plus que les conservateurs sont minoritaires en Écosse. La question du déficit démocratique des institutions politiques du Royaume-Uni favorise la montée des demandes autonomistes.

Les travaillistes britanniques soutiennent qu'un parlement aurait protégé les Écossais des abus des conservateurs. Lors des élections britanniques de 1997, le parti travailliste dirigé par Tony Blair fait campagne en Écosse (et au Pays de Galles) en faveur de l'autonomie et de

En Les travaillistes britanniques soutiennent qu'un Parlement aurait protégé les Écossais des abus des conservateurs. Lors des élections britanniques de 1997 [...].

la création d'un parlement qui aurait le pouvoir législatif dans de nombreux domaines important aux Écossais. Les travaillistes vont même souscrire à l'idée de donner à ce parlement une certaine marge de manœuvre en ce qui concerne le pouvoir de taxation. Le référendum sur la dévolution a lieu le 11 septembre 1997. Ce référendum comporte deux propositions. La première propose la création d'un parlement écossais alors que la seconde accorde à ce parlement des pouvoirs en matière de taxation. La première question obtient un appui de 74,3% alors que la seconde, 63,5%. Le taux de participation au référendum sur la dévolution a été de 60,4%. La première élection écossaise a lieu le 6 mai 1999.

PRISE DU POUVOIR DU SNP

Ce n'est que le 4 mai 2007 que le SNP est porté au pouvoir pour la première fois de son histoire avec 47 députés et il formera un gouvernement minoritaire. Lors de ce premier mandat (2007-2011), le gouvernement écossais fait la promotion de l'option indépendantiste, notamment par la mise sur pied d'une vaste « conversation nationale » qui débouche sur diverses mesures dont la parution, le 30 novembre 2009 du document « Your Scotland. Your Voice ». Dans ce document, le gouvernement présente quatre scénarios pour l'avenir de l'Écosse.

Lors de son premier mandat, le SNP ne réussira pas à obtenir un appui suffisant des autres partis en chambre et devra retirer ce projet de loi de proposer la tenue d'un référendum.

Le premier scénario ne propose aucun changement, c'est celui du statu quo. Le second scénario met de l'avant une réforme de la fiscalité. Cette réforme aurait pour effet de procurer plus d'autonomie financière pour le parlement écossais. Ce scénario représente le changement le plus modeste pour le gouvernement écossais. Le troisième scénario est celui de la dévolution complète. Cette « Full devolution », ou encore « devolution max » dans le langage populaire en Écosse, signifierait que le parlement écossais serait responsable de toutes les lois, taxes et responsabilités reliées à l'Écosse à l'exception des questions de défenses et de politique internationale, de la

monnaie et des politiques monétaires et de quelques autres domaines. Le dernier scénario est l'indépendance de l'Écosse où cette dernière aurait les mêmes responsabilités qu'un État souverain « normal ».

Lorsque l'on sonde les Écossais sur leur préférence constitutionnelle entre trois des quatre scénarios, 35 % choisissent l'indépendance, 32 % la « dévolution Max » et 30 % le statu quo. Cependant, si la question porte seulement sur la proposition de « dévolution Max », l'appui des Écossais atteindrait 67 %.

Lors de son premier mandat, le SNP ne réussira pas à obtenir un appui suffisant des autres partis en chambre et devra retirer ce projet de loi de proposer la tenue d'un référendum.

Lors des élections du 5 mai 2011, le SNP remporte 69 sièges, une victoire très impressionnante compte tenu du mode de scrutin. Désormais majoritaire au parlement écossais, le SNP annonce la tenue d'un référendum dans la seconde moitié du mandat du gouvernement. Dès le 25 mai 2012, le mouvement en faveur du OUI lance la campagne « Yes Scotland ». La campagne du OUI est appuyée par le SNP mais également le parti vert écossais et les socialistes écossais.

En réaction, le 25 juin 2012 est lancée la

campagne pour le maintien de l'Union « Better Together ». Le leader du camp du NON est Alistair Darling, un ancien chancelier de l'échiquier (équivalent de ministre des Finances au Canada) de Grande-Bretagne qui a fait sa carrière

Comme au Canada, le débat sur le libellé de la question est délicat. Le gouvernement écossais a même accepté de changer sa proposition de question puisque cette dernière était perçue comme étant trop favorable à l'indépendance selon la Commission électorale qui est un organisme indépendant mandaté de surveiller l'organisation du référendum.

politique au sein du Parti travailliste britannique. Il a été élu au parlement britannique en 1987. Ce mouvement est appuyé par les conservateurs, par les libéraux démocrates et par les travaillistes.

Afin de baliser le référendum écossais, le premier ministre britannique, David Cameron, a conclu le 15 octobre 2012 avec Alex Salmond, le premier ministre écossais, l'entente d'Édimbourg ou « Edinburgh Agreement ». Cette entente a été négociée par le gouvernement britannique et celui de l'Écosse sur les modalités d'un référendum sur l'indépendance en Écosse. L'entente stipule le processus doit s'inscrire dans la règle de droit et que le référendum doit reposer sur une base légale. On note dans l'entente que le processus référendaire doit avoir la confiance du parlement, du gouvernement et du peuple. Le résultat doit produire une épreuve juste et qui représente les préférences du peuple écossais. On note que le résultat doit pouvoir être respecté de tous. Les deux gouvernements se sont entendus que

le référendum atteigne les plus hauts niveaux d'honnêteté et de transparence.

Les deux partis s'entendent sur le principe que le référendum soit issu d'une législation du parlement écossais.

Cette législation doit prévoir la date du référendum, le libellé de la question, les règles pour le financement de la campagne et les règles référendaires. Selon l'accord,

un référendum devra être tenu avant la fin de 2014 et ne doit proposer qu'une seule question. Il est ainsi explicitement exclu de faire porter le référendum sur des scénarios multiples ou sur une hiérarchisation des choix collectifs (ex. statu quo ou dévolution max ou indépendance). Cette entente permet l'utilisation d'un bulletin de vote « oui/non » pour le référendum de l'automne 2014 ainsi que sur la participation des 16 et 17 ans à l'élection.

Comme au Canada, le débat sur le libellé de la question est sensible. Le gouvernement écossais a même accepté de changer sa proposition de question puisque cette dernière était perçue comme étant trop favorable à l'indépendance selon la Commission électorale qui est un organisme indépendant mandaté de surveiller l'organisation du référendum. La question proposée par le premier ministre écossais était « L'Écosse devrait-elle être un pays indépendant » (Do you agree that Scotland should be an independent country ?). Selon la Commission électorale, les électeurs

pouvaient être amenés à penser que la question était biaisée en faveur du OUI puisqu'elle laissait penser implicitement que d'être un pays indépendant est une chose positive.

La commission électorale a proposé

en remplacement la question « Should Scotland be an independent country ? » Cette nouvelle question a été acceptée par le gouvernement écossais qui l'a inséré dans sa loi sur le référendum (Referendum Bill) qui a été adoptée le 21 mars 2013.

LA CAMPAGNE RÉFÉRENDAIRE



Lancée à l'été 2012, la campagne en faveur de l'indépendance connaît un départ difficile selon plusieurs analystes. L'appui à l'indépendance demeure relativement stable avec un écart de près de 20 points de pourcentage avec le camp du OUI. Selon Michael Keating, titulaire de la Chaire en politique écossaise de l'Université d'Aberdeen, le mouvement « Better Together » bénéficie de l'expertise des fonctionnaires de Whitehall déjà dédiés au maintien de l'union.

Il a par ailleurs fallu attendre la fin du mois de novembre 2013 pour qu'un document officiel du camp indépendantiste, outre la série de pamphlets traitant de la plateforme constitutionnelle et de certains enjeux,

puisse répondre concrètement à une de nombreuses questions que pourraient se poser les électeurs écossais. En effet, le guide vers une Écosse indépendante « Scotland's Future » est un document disponible en ligne qui fait plus de 600 pages et qui traite en long et en large du projet d'indépendance.

Les débats ou enjeux les plus courants ou étant considérés comme les plus sensibles portent notamment sur l'avenir de la monnaie en cas d'indépendance, le rôle de l'Écosse au sein de l'Union européenne et au sein de l'OTAN, mais également sur les retraites et sur les entreprises britanniques situées en sol écossais. L'option indépendantiste, profitant tout de même de l'impopularité du gouvernement britannique actuel-on

dit à la blague qu'il y a plus de pandas en Écosse (2) que de député conservateur (1)- mise sur la richesse de l'Écosse mais également sur son caractère distinct par des initiatives concrètes comme le fait se doter de son propre domaine web « .scot ».

Cette richesse écossaise est bien évidemment mise à mal par les détracteurs de l'option indépendantiste dénonçant une trop forte dépendance aux revenus tirés du pétrole dont les cours peuvent fluctuer. Différentes recherches

Les débats ou enjeux les plus courants ou étant considérés comme les plus sensibles portent notamment sur l'avenir de la monnaie en cas d'indépendance, le rôle de l'Écosse au sein de l'Union européenne et au sein de l'OTAN, mais également sur les retraites et sur les entreprises britanniques situées en sol écossais.

dressent donc un portrait moins reluisant que ne pourrait l'espérer Salmond, et comme le relate *The Economist* ce dernier devra éventuellement faire face à une population vieillissante et assumer le coût de ces retraites, en plus de gérer un taux de productivité qui serait actuellement environ 11% inférieur que le reste du Royaume-Uni.

Sans que l'expérience québécoise ne soit véritablement au cœur des débats, il n'en reste pas moins que son écho peut se faire entendre partout en Écosse. En effet, il est intéressant d'apprendre que le slogan « No Thanks » du mouvement unioniste est littéralement inspiré du « Non-merci » de Pierre Elliott Trudeau

lors de la campagne référendaire de 1980. De même, certains n'hésitent pas à parler d'un « Montreal Effect » en faisant référence à l'incertitude liée aux enjeux du référendum et ses possibles effets néfastes sur les centres des affaires écossais, qui pourraient être poussés à déménager leurs sièges sociaux.

Pour la Standard Life (encore un écho du débat québécois!), qui avait menacé de transférer une partie de ses opérations si l'Écosse devait se séparer, les positions indépendantistes ne sont toujours pas claires. Certaines autres personnalités du monde de la finance, dont le fondateur de la Standard Life, ont toutefois fait valoir un point de vue plus optimiste dans une lettre ouverte dans le *Financial Times*. Par rapport à ce climat d'incertitude et à la reconnaissance internationale d'une Écosse indépendante, il faut dire toutefois que plusieurs dirigeants ou ex-dirigeants politiques dont Barack Obama, l'ex Premier ministre britannique Gordon Brown ainsi que le premier ministre australien Tony Abbott ont affirmé préférer une Grande-Bretagne unie et forte.

La période référendaire est supervisée par la Commission électorale du Royaume-Uni qui a établi que les deux mouvements ne pourraient dépasser la limite de 1.5 million de livres, soit environ l'équivalent de

2.7 millions de dollars canadiens, à partir du 30 mai 2014. La Commission permet également certains privilèges électoraux, dont la livraison gratuite de matériel de campagne aux électeurs, la permission de diffuser des émissions sur le référendum et l'utilisation d'espaces publics. La Commission n'a pas la tâche facile en devant superviser et sensibiliser les citoyens à s'enregistrer auprès d'elle pour le vote : à moins de deux mois avant le référendum, 44% des Écossais non enregistrés croyaient être sur le registre!

Qui dit campagne référendaire dit également financement populaire. Le camp du OUI a bénéficié de dons équivalents à 4.5 millions de livres entre mai 2012 et décembre 2013, alors que « Better Together » a déclaré l'équivalent de 2.8 millions de livres pour la même période. Toutefois, d'après le premier rapport de la Commission électorale, la tendance au niveau des dons se serait inversée entre décembre 2013 et juin 2014. En effet, le camp du OUI aurait déclaré 1.16 million de livres alors que le camp du NON aurait amassé le double, soit 2.4 millions de livres.

Depuis la publication de ce rapport, les deux mouvements s'accusent mutuellement de malhonnêteté. Le leader du SNP reproche au camp du NON d'être financé par de riches banquiers dont certains ne vivent même pas en Écosse, alors que le camp du NON accuse le camp du OUI d'avoir

des organisations « paravents » pour contourner les règles de financement. Parmi les donateurs célèbres, on retrouve du côté de « Yes Scotland »

Par contre, il faut préciser que le nombre d'indécis est assez volatile et qu'il oscille généralement entre 10% et 20% des voix, mais pouvant également atteindre des sommets de 30 à 32 %.

la famille gagnante à la loterie Chris et Colin Weir ayant fait don de 3.5 millions de livres alors que du côté du NON se retrouvent la célèbre auteure des romans d'Harry Potter, J. K. Rowling, ainsi que le magnat du scotch William Grant.

Si l'on observe les sondages depuis le 18 septembre 2013, qui donnait le NON gagnant avec 60% des voix, on constate qu'au début du mois de juillet 2014 à deux mois du référendum, les résultats étaient similaires, où d'après un sondage ICM environ 57% des répondants affirment qu'ils voteraient contre l'indépendance. Par contre, il faut préciser que le nombre d'indécis est assez volatile et qu'il oscille généralement entre 10% et 20% des voix, mais pouvant également atteindre des sommets de 30 à 32 %.

Même chez les jeunes, à qui l'on prête habituellement une attitude plus favorable à l'indépendance, il est difficile de dégager une tendance qui différencierait réellement ce groupe d'âge de celle de la population générale.

Cependant, en comparant les sondages de mai 2013 avec ceux effectués un an plus tard, il est possible de constater que l'attrait de l'indépendance chez les jeunes

a augmenté. En effet d'après le site What Scotland Thinks, le vote indépendantiste aurait gagné en popularité chez les jeunes en obtenant près de 10 points de pourcentage supplémentaires, passant de 26% favorables à 37% favorables à l'indépendance (de 21% à 30% si l'on soustrait les indécis).

Plus on se rapproche de la date fatidique, plus il est possible de sentir l'effervescence dans le camp indépendantiste qui se dit en train de remonter dans les intentions de vote. À cet effet, un sondage de la firme Survation de juillet 2014 a mis le camp du OUI nez à nez avec le camp adverse

avec seulement 5 points de pourcentage séparant les deux, soit un appui de 41% versus 46% et de 13% d'indécis. Les derniers sondages donnent désormais une très légère avance au camp du OUI après répartition des indécis. Certains attribuent cette remontée du OUI aux indécis, dont plus du quart depuis mars dernier se sont décidés à pencher en faveur de l'indépendance. Cette remontée donne du fil à retordre aux prévisionnistes qui peinent à faire ressortir les tendances puisque dans certains cas les résultats sont littéralement trop serrés (« too close to call »).

LES DERNIERS MOMENTS

Alors que les Jeux du Commonwealth se déroulaient à Glasgow à la fin-juillet, en pleine campagne référendaire, il est tout à fait étonnant de savoir que l'événement n'a pas du tout servi de tribune sur l'indépendance. Même s'il a fallu expulser quelques partisans en faveur de l'indépendance, le porte-parole du camp du OUI s'est engagé à respecter la volonté du comité organisateur de tenir la politique hors des jeux. Vers la fin-juillet, alors que certains sondages pointaient vers un regain d'énergie en faveur de l'indépendance, la réplique du camp du NON s'est notamment faite par la mise en ligne d'un site internet consacré à « explorer les bénéfices à faire partie du Royaume-Uni ». Le site mis en ligne le 18 juillet « You Decide 2014 » est une initiative du gouvernement du Royaume-Uni vantant les avantages à

rester dans l'union du point de vue de la maison, de la famille et du travail.

Le 5 août dernier a eu lieu le premier débat télévisé entre Salmond et Darling. Les attentes étaient très élevées pour Salmond qui devait démontrer avoir l'étoffe d'un chef d'État et de rassurer les électeurs sur les risques associés à l'indépendance. Écouté par plus d'un million de téléspectateurs en période de pointe et par plus de 500 000 personnes en ligne malgré les cyberproblèmes du diffuseur STV, la majorité des commentateurs ont désigné Darling comme étant le gagnant du débat. C'était un débat que Salmond se devait de gagner, mais ce dernier n'aurait pas su, selon divers commentateurs, rester dans sa zone de confort et éviter les pièges de son adversaire, notamment sur le sujet de la monnaie.

Quelques jours après le débat, les sondages confirment que ce qui semblait être une légère remontée du OUI et une conjoncture favorable en faveur de l'indépendance s'estompe. En effet d'après John Curtice, professeur en politique et blogueur sur le site What Scotland Thinks, les sondages conduits peu de temps après le débat font état d'un regain d'énergie pour le camp du NON : celui de Survation donnait 50% pour le NON, 37 % pour le OUI et 13% d'indécis et celui de YouGov donnait 55% pour le NON, 35% pour le OUI et 11% d'indécis. Au même moment paraissait une lettre ouverte dans les journaux, signés par plus de 200 célébrités dont Mick Jagger et Judi Dench, affirmant leur soutien à l'union et encourageant les gens à voter NON. Un parieur aurait même misé 600 000 £ sur le fait que le NON allait l'emporter le soir du référendum!

La campagne du OUI accentuera donc son dynamisme, par le biais de critiques sur le National Health Service (NSH) britannique, jouant encore sur

l'impopularité du gouvernement actuel de David Cameron. Un historien écossais célèbre, Sit Tom Devine, affirmera même que « l'union avec l'Angleterre était un mariage de convenance plutôt que de l'amour », donnant du même coup son appui en faveur de l'indépendance. Tout juste avant le second débat entre Alex Salmond et Alistair Darling, les forces indépendantistes reprennent donc ce qu'ils avaient perdu tout de suite après le premier débat.

Ce second débat télévisé, diffusé le 25 août et écouté par plus de 2 millions de personnes, a cette fois tourné à l'avantage de Salmond. En effet, d'après un sondage conduit immédiatement après le débat, les électeurs ont de façon très claire à 71% considéré Salmond comme le vainqueur et celui ayant le plus dominé le débat. Évidemment, pour le camp du OUI, on souhaite profiter de cette impulsion qui survient à moins d'un mois du référendum. Tout semble donc être en place pour un mois de septembre des plus excitants et une lutte serrée.

CONCLUSION

A moins de quelques jours du référendum du 18 septembre, le camp du OUI est maintenant en avance en raison d'une remontée dans les derniers jours. L'option indépendantiste a ainsi connu une trajectoire comparable à l'option du OUI lors du référendum de 1995. En effet, lors du référendum de 1995, le Parti québécois a fait la démonstration qu'il est possible dans un relativement court laps de temps de faire remonter l'appui à l'indépendance. Cela dit, comme en 1995 au Québec, la capacité du camp du OUI à faire sortir le vote sera déterminante.

Deux autres éléments sont importants à prendre en compte. La récession et les coupures très importantes imposées par la coalition conservatrice et libérale ont augmenté l'impopularité du gouvernement de Londres en Écosse. La réponse du gouvernement britannique à la crise a incité Alex Salmond, à se démarquer de Londres en opposant son programme social-démocrate à la scandinave au projet néolibéral à

l'américaine de la coalition conservatrice et libérale au pouvoir. Avec les revenus pétroliers, Alex Salmond soutient que non seulement la viabilité de l'Écosse ne fait aucun doute, mais qu'en plus l'Écosse aurait les moyens de se créer un État providence beaucoup généreux. Ce dernier rappel également que l'Écosse a un taux de chômage plus faible, mais également un déficit public moins important que le reste de la Grande-Bretagne.

Le second élément est cette attitude antieuropéenne des conservateurs britanniques. David Cameron a annoncé que le parti conservateur allait de l'avant avec un référendum sur l'avenir de la Grande-Bretagne dans l'Union européenne s'il remporte les élections de 2015. Depuis les débats ont évolué en Écosse, non sans ironie : les nationalistes du SNP accusent maintenant le Premier ministre britannique de « séparatisme » et la plaisanterie veut que, s'ils veulent rester dans l'Europe, les Écossais doivent voter « oui » à l'indépendance...

BIBLIOGRAPHIE

Alexandra Topping, « Scotland urged to vote no to independence by celebrities », open letter, 7 août 2014, *The Guardian*, édition internet

Alice Brown, David McCrone et Lindsay Paterson, « Politics and Society in Scotland », 2^e ed. Londres et New York, *St. Martin Press*, 1998.

Andrew Grice, « Scottish Referendum: Thanks but no thanks: how a polite message from Canada fired the campaign against Scottish independence », *The Independent*, édition internet, 11 juillet 2014.

Arkadiusz Wisniowski, « Scottish independence vote is too close to call », *The Washington Post*, édition internet, 30 juillet 2014.

BBC, « Scottish independence: Australian PM Tony Abbott's comments 'offensive' », édition internet, 16 août 2014.

Ben Riley-Smith, « Scottish independence TV debate, as it happened – Alex Salmond v Alistair Darling », *The Telegraph*, édition internet, 5 août 2014.

Cabinet Office, « You Decide 2014 », *UK Government*, édition internet, 18 juillet 2014.

David Leask, « The Montreal effect », *The Herald Scotland*, édition internet, 20 juillet 2014.

David McCrone, « Understanding Scotland : The Sociology of a Stateless Nation », Londres, *Routledge*, 2006.

Éric Bélanger et Richard Nadeau, « À un an du référendum en Écosse – Quelle comparaison avec le Québec ? », *Le Devoir électronique*, 17 septembre 2013.

Jo E. Murkens, Peter Jones et Michael Keating, « Scottish Independence : Legal and Constitutional Issues. A Practical Guide », *Edinburgh University Press*, 2002.

John Curtice, « Survation Show Drop in Yes Support Following Leaders' Debate », *What Scotland Thinks*, édition internet, 9 août 2014.

John Curtice, « Yes Bounce Back in Survation Post BBC Debate Poll », *What Scotland Thinks*, édition internet, 29 août 2014.

John Plunkett, « Scottish independence TV debate draws peak of almost 1 million on STV », *The Guardian*, édition internet, 6 août 2014.

Kevin McKenna, « Scotland's leading historian makes up his mind: it's Yes to independence », *The Guardian*, édition internet, 17 août 2014.

Libby Brooks, « Alex Salmond puts focus on NHS as poll shows pro-independence gain », *The Guardian*, édition internet, 17 août 2014.

Libby Brooks, « Scottish independence referendum campaigners' donations published », *The Guardian*, édition internet, 8 juillet 2014.

Lindsay Paterson, « The Autonomy of Modern Scotland », *Edinburg University Press*, 1994.

Mark Brown, « Gordon Brown: independent Scotland would have 'neo-colonial' ties with UK », *The Guardian*, édition internet, 15 août 2014.

Michael Keating, « The government of Scotland : Public Policy Making After Devolution », *Edinburg University Press*, 2010.

Michael Keating, « One year to go: Scottish vote that will shape Britain's future », *The Conversation*, édition internet, 18 septembre 2013.

Oliver Wright, « Scottish Government forced to change 'biased' independence referendum question », *The Independent*, édition internet, 30 Janvier 2013.

Patrick Wintour, « Scottish yes vote on independence could lead to currency limbo, say MPs », *The Guardian*, édition internet, 8 août 2014.

Peter Dempsie, « With 100 days to go Yes is on course for success as Declaration signatures near 800,000 », *Yes Scotland*, édition internet, 9 juin 2014.

Peter Moore, « Doubts over President Obama have not reached Britain », *YouGov*, édition internet, 8 juin 2014.

Press Association, « Clydesdale Bank warns against Scottish independence », *The Guardian*, édition internet, 18 août 2014.

Rachel Ormston et John Curtice (2013), « The Option not on the Table. Attitudes to more devolution », ScotCen, Social Research that works for Society, 10 pages.

Sarah O'Connor, « Scots are warned to beware of 'Montreal effect' on companies », *Financial Times*, édition internet, 20 juillet 2014.

Scotland Now, « One in four people risk not being able to vote in Scotland's independence referendum », édition internet, 28 juillet 2014.

Scotland Now, « Referendum: Independence campaigners back Yes ban after police eject flag-waver », édition internet, 30 juillet 2014.

Serevin Carrell, « Boost for Scottish independence as undecided voters switch to yes camp », *The Guardian*, édition internet, 28 juillet 2014.

Severin Carrell et Libby Brooks, « Scottish debate: Salmond and Darling in angry clash over independence », *The Guardian*, édition internet, 6 août 2014.

Severin Carrell, « Alex Salmond claims momentum is with yes vote in Scottish campaign », *The Guardian*, édition internet, 26 août 2014.

Severin Carrell, « Businessman stakes record £600,000 bet on Scottish independence no vote », *The Guardian*, édition internet, 7 août 2014.

Survation, « New Scottish referendum poll – No 'Commonwealth Games Boost' for 'Yes' campaign », édition internet.

Survation, « New Scottish referendum poll: Commanding lead for 'No' campaign with big swing after Darling-Salmond debate », édition internet.

The Economist, « Don't leave us this way. Why we hope the people of Scotland will vote to stay in the union », édition internet, 12 juillet 2014.

The Guardian, « Celebrities' open letter to Scotland – full text and list of signatories », édition internet, 7 août 2014.

The Independent, « Text of the 'Edinburgh Agreement' », édition internet, 15 octobre 2012.

Torcuil Crichton, « Scottish independence: New poll shows vote is on a knife edge with just five points separating Yes and No camps », *The Daily Record*, édition internet, 11 juillet 2014.

William Walker (2014), « International reactions to the Scottish referendum », *International Affairs*, Vol. 90, No. 4, pp. 743–759.

La série « La question nationale à travers le monde »

Les Québécois sont-ils les seuls, à travers le monde, à se poser la question de leur destin comme nation? Sont-ils les seuls à se demander s'ils doivent devenir un pays ? Sont-ils les seuls à s'inquiéter pour l'avenir de leur langue et de leur identité?

On a de temps en temps l'impression que le Québec fait bande à part dans le monde contemporain. Pourtant, un peu partout à travers le monde, on se pose ou on s'est posé de semblables questions.

Dans la série « La question nationale à travers le monde », l'Institut de recherche sur le Québec et le *Journal de Montréal* proposent un voyage à travers le monde pour mieux se comprendre.

Présentation de l'IRQ

Fondé en 2002, l'Institut de recherche sur le Québec (IRQ) a pour mission de susciter, de soutenir et de diffuser des recherches et des textes d'opinion sur des sujets touchant le développement du Québec, la défense de ses intérêts vitaux et de l'identité qu'ils traduisent.

Lieu d'échanges, de concertation et de débats entre les groupes et les individus qui réfléchissent et agissent pour bâtir le Québec, l'IRQ se situe au carrefour de l'observation et de l'action.



2207, rue Fullum
Montréal (Québec) H2K 3P1
Téléphone : 514 527-6223

www.irq.qc.ca